

Franc-parler

Le journal de l'Union démocratique du centre

4xNON le 14 juin!

Politique d'asile 4-5

L'échec de Sommaruga



Impôt sur les successions 7

Des défauts à n'en plus finir!



Nouvel impôt Billag 13

Absurde et injuste!



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

SPECIMEN

Bulletin de vote pour la votation populaire du 14 juin 2015

Acceptez-vous l'arrêté fédéral du 12 décembre 2014 concernant la modification de l'article constitutionnel relatif à la procréation médicalement assistée et au génie génétique dans le domaine humain ?	Réponse NON
Acceptez-vous l'initiative populaire «Initiative sur les bourses d'études» ?	Réponse NON
Acceptez-vous l'initiative populaire «Imposer les successions de plusieurs millions pour financer notre AVS (Réforme de la fiscalité successorale)» ?	Réponse NON
Acceptez-vous la modification du 26 septembre 2014 de la loi fédérale sur la radio et la télévision (LRTV) ?	Réponse NON

L'UDC dans les médias en avril et mai

Le mot du président

24 heures

Vaud & Régions Suisse Monde Économie Sports Culture

Politique Suisse romande Politblog Faits divers Images

Echec socialiste à l'Exécutif cantonal

Lucerne Le canton sera gouverné par cinq bourgeois. Le PS est éjecté du gouvernement pour la première fois depuis cinquante-six ans. C'est un nouveau revers socialiste avant les Fédérales.



Tribune de Genève

Genève Suisse Monde Économie Sports Culture

Discrimination: les deux cadres de l'UDC sont condamnés

Berne Les deux prévenus comparaissent dans l'affaire de l'annonce de l'UDC intitulée «Des Kosovars poignardent un Suisse!».



LE TEMPS

SUISSE & RÉGIONS

ACTUALITÉ | EN CONTINU | ÉCONOMIE | CULTURE | LIFESTYLE | OPINIONS

Monde Genève Internationale Suisse Sciences & Environnement Sports

ASIN Samedi 02 mai 2015

L'application de l'initiative sur l'immigration doit rester prioritaire

ATS



L'ancien conseiller fédéral Christoph Blocher prenant la parole lors de l'Assemblée générale de l'ASIN (Action pour une Suisse indépendante et neutre), le samedi 2 mai 2015, à Berne. (Keystone)

Rester libre?



La liberté d'expression est la marque de fabrique d'un État de droit ouvert et démocratique. Elle est pourtant plus que compromise en Suisse. Il est hautement inquiétant de constater que dans notre pays, on rend des jugements politiques et on punit des citoyens qui n'ont rien à se reprocher.

Que s'est-il passé ? Notre secrétaire général Martin Baltisser et son adjointe Silvia Bär ont été condamnés en première instance par un juge unique d'un tribunal régional bernois, pour une prétendue discrimination raciale. Nos deux collaborateurs auraient violé la norme antiracisme du code pénal en publiant pour l'UDC une annonce dans laquelle ils décrivaient une infraction violente commise en août 2011.

Deux Kosovars avaient provoqué deux Suisses en 2011, sur la terrasse d'un restaurant. Il s'en était suivi une querelle lors de laquelle l'un des deux attaquants avait tranché la gorge d'un lutteur suisse, le blessant grièvement. L'UDC a mis ce fait en avant dans une annonce et l'a décrit sur la base d'articles de journaux.

Impensable !

C'est donc là que nous en sommes en Suisse. À partir d'un crime, on en construit arbitrairement un autre, uniquement parce que quelqu'un a décrit le premier. Le porteur de la mauvaise nouvelle est puni. Si cela crée un précédent, on ne pourra désormais plus dire ni écrire ce qu'il en est. La liberté d'expression ne sera alors plus garantie. Nos opposants politiques auront ainsi obtenu ce qu'ils voulaient. Ceux qui refusent de se taire et dénoncent les dysfonctionnements sont persécutés politiquement. C'est ainsi que cela commence dans les États totalitaires.

Lors de la votation sur l'article contre le racisme, il était question de punir les négationnistes. À présent, ce sont les chœurs de jodle, les cliques de carnaval et les cadres de partis qui sont dénoncés, voire traînés devant les tribunaux.

Ce jugement absurde constitue un premier pas vers le retour à la persécution politique en Suisse. C'est pourquoi il doit être porté en seconde instance et corrigé.

Toni Brunner, conseiller national, président de l'UDC Suisse

L'importante «vache à lait»

L'initiative « vache à lait » exige que l'argent des automobilistes ne soit plus détourné de sa destination, mais enfin affecté à l'infrastructure routière. Ce sera la plus importante votation sur le trafic routier depuis dix ans.

par Walter Wobmann, conseiller national, Gretzenbach (SO)

Actuellement, les automobilistes suisses paient non moins de 9,4 milliards de francs par an à travers la vignette, les taxes sur l'essence, les impôts et autres. Ce chiffre n'inclut même pas les impôts sur les véhicules à moteur, ni ce que les cantons et les villes encaissent grâce aux amendes. Plus de 70 pour cent de ces fonds sont détournés au profit de la Caisse fédérale générale et des transports publics.

Mettre fin au détournement et à la prolifération incontrôlée

La conseillère fédérale Doris Leuthard et son prédécesseur Moritz Leuenberger ont manqué l'occasion d'améliorer le réseau routier suisse, ou plutôt l'ont intentionnellement retardé afin de pouvoir injecter sur la même période des dizaines de milliards de francs dans les transports publics. Même lorsqu'il a été clair que le transfert du trafic de marchandises de la route au rail ne fonctionnait pas vraiment et que la rou-

te était la véritable porteuse du trafic dans l'UE, les responsables ont malgré tout laissé traîner l'amélioration de l'infrastructure routière.

Assez d'argent disponible pour l'amélioration du réseau routier

Il était totalement irresponsable de négliger l'augmentation des capacités routières, alors même que la population de notre pays commençait à croître de 80 000 personnes, net, par an. Aujourd'hui, nous faisons en effet les frais de cette politique signée de la gauche et du PDC. Les embouteillages en forte augmentation coûtent des milliards de francs à l'économie.

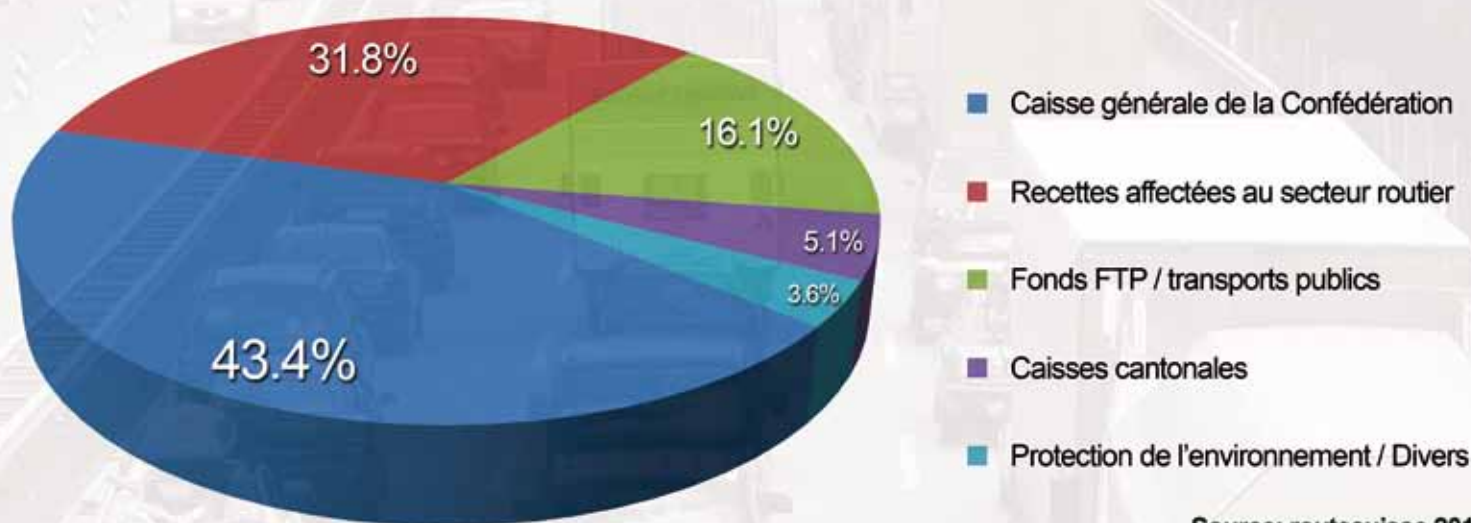
Le comble est que la Ministre des bouchons Doris Leuthard réclame à présent encore plus d'argent, pour pouvoir enfin élargir les autoroutes. Les automobilistes sont ainsi doublement et triplement des vaches à lait. Le financement du trafic en Suisse échappe à toute logique. Le peuple doit intervenir.

L'initiative populaire « Pour un financement équitable du trafic (initiative Vache à lait) » demande que les revenus du trafic routier soient systématiquement investis dans l'infrastructure routière. En outre, en cas d'acceptation de l'initiative vache à lait, chaque introduction ou augmentation d'impôts, de taxes et de contributions dans le domaine du trafic routier devra être soumise au référendum obligatoire.

Un Oui à « l'initiative Vache à lait » profite à tout le monde

Les automobilistes, mais aussi le transport par poids-lourds, une partie des transports publics, les motocyclistes, les cyclistes et les piétons, tous bénéficieraient d'une amélioration du réseau routier. L'initiative «Vache à lait» ne se contente pas de corriger les principes de financement erronés décidés par le Parlement à Berne, mais apporte enfin à la population une infrastructure de transports porteuse d'avenir.

Utilisation des impôts routiers et automobiles de la Confédération en 2014



L'initiative vache à lait donne un droit de participation aux usagers de la route: quand les automobilistes doivent passer à la caisse, ils doivent avoir leur mot à dire.

Plus d'informations: www.initiative-vache-a-lait.ch

L'échec de Sommaruga

Les problèmes rencontrés dans le chaos de l'asile sont le fruit d'erreurs commises. La politique d'appel d'air menée par la conseillère fédérale PS a créé de nombreuses incitations négatives et produit de nouveaux dysfonctionnements, qui attirent chaque année en Suisse, aux côtés des vrais réfugiés, des dizaines de milliers de faux réfugiés.

par Adrian Amstutz, conseiller national et chef du groupe parlementaire, Sigriswil (BE)



Ce sont avant tout de jeunes hommes voyageant seuls en provenance d'États sûrs qui viennent à la recherche d'une vie meilleure. La reconnaissance rapide ou l'admission provisoire enjolivent les statistiques de traitement des cas et permettent de communiquer des succès de façade, que nos

«La conseillère fédérale Simonetta Sommaruga a échoué. Après les élections d'octobre, un changement à la tête du DFAE est indispensable.»

cantons et communes devront en fin de compte payer cher avec l'argent des

contribuables. En effet, ces gens ont pour objectif clair de rester en Suisse et de peser sur nos institutions sociales. La conseillère fédérale Sommaruga a jusqu'à présent réussi à imposer cette politique socialiste. Les gagnants sont les requérants illégitimes. Les perdants sont la population suisse et les vrais réfugiés. La conseillère fédérale Simonetta Sommaruga a échoué. Après les élections d'octobre, un changement à la tête du DFAE est indispensable.

Le nombre de requérants d'asile a plus que doublé depuis la reprise du DFAE par Eveline Widmer-Schlumpf puis dernièrement Simonetta Sommaruga. Depuis que cette dernière est en fonction, le nombre de demandes déposées n'est plus jamais passé en-dessous des 20 000 par an. En 2015, le Secrétariat d'État aux migrations table sur 29 000

demandes. Ce serait la valeur la plus élevée depuis 15 ans. Les chiffres montrent que les bandes de passeurs réagissent vite aux signaux envoyés par les différents conseillers fédéraux. Malgré l'Accord de Schengen/Dublin, la Suisse accueille toujours bien plus de requérants que la plupart des États de l'UE. Les coûts y relatifs explosent et dépassent largement le milliard de francs par an, uniquement au niveau fédéral.

Erythrée et Sri Lanka

Contrairement à ce qu'on peut lire dans les médias, la plupart des demandeurs d'asile ne viennent pas de Syrie, mais d'Erythrée et du Sri Lanka. Comme chacun le sait, le problème érythréen a été déclenché par la funeste décision rendue par l'ancienne Commission de recours en matière d'asile en 2005, selon laquelle il fallait accorder l'asile

Les chiffres des demandes d'asile provenant d'Erythrée montrent que la décision de la Commission suisse de recours en matière d'asile a déclenché une avalanche de requêtes. L'approbation du durcissement de la loi en 2012 a entraîné une baisse des demandes, tandis que la violation claire de ce même changement de loi par le DFJP à partir de 2014 a fait définitivement exploser les chiffres.



à tous les déserteurs érythréens. Sur pression de l'UDC, une révision de la loi selon laquelle le refus de servir n'est plus un motif d'asile a ensuite été acceptée par le Parlement et par le peuple lors d'une votation sur référendum le 9 juin 2013. Pourtant, dès la campagne électorale, la conseillère fédérale Sommaruga a averti que la modification de loi resterait lettre morte. Puisque le refus d'accomplir le service militaire ne fonde plus la qualité de réfugié, les ressortissants érythréens sont désormais reconnus comme réfugiés sur la base de la simple sortie illégale de leur territoire national. Cela prouve que la direction et l'orientation politique du DFAE sont déterminantes, que ce soit en faveur ou en défaveur d'une solution au chaos de l'asile. C'est également ce que confirment les demandes en provenance du Sri Lanka.

Effet d'appel d'air

En été 2013, deux Tamouls renvoyés par la Suisse ont été arrêtés dans ce pays. Suite à cela, l'ancien Office fédéral des migrations a provisoirement suspendu les retours des Tamouls. Ce changement de pratique, combiné au taux élevé de reconnaissance, a eu un véritable effet d'appel d'air, suite à quoi 19% de toutes les demandes d'asile déposées par des personnes du Sri Lanka en 2014 ont été adressées à la Suisse. L'afflux de masse de personnes en provenance

En 2014, un requérant d'asile sur trois en Suisse venait d'Erythrée. Contrairement aux comptes rendus parus dans les médias, la plupart des requérants d'asile en Suisse ne venaient pas de Syrie (3819) mais d'Erythrée (6923).

d'un pays dont la guerre civile a pris fin doit être jugulé politiquement.

Être actifs sur le plan international

Cependant, le Conseil fédéral doit aussi s'engager au plan international pour une politique d'asile crédible. La politique d'asile actuelle de l'Europe conduit à ce que les passeurs incitent de plus en plus de personnes à effectuer la dangereuse – et souvent mortelle – traversée et s'enrichissent de façon phénoménale à travers cette activité criminelle. C'est pourquoi la Suisse doit veiller, conjointement avec l'Europe et l'ONU, à ce que plus personne ne se lance dans cette traversée.

En Europe, le Conseil fédéral doit veiller à ce que l'Accord de Dublin soit enfin mis en œuvre. Si l'on s'en réfère à la pratique actuelle au détriment de la Suisse, celui-ci ne vaut pas même le papier sur lequel il est écrit. L'Italie et la Grèce violent l'accord quotidiennement, soit qu'elles n'enregistrent pas les migrants parvenus sur leur sol et ne les prennent pas en charge comme prévu dans l'accord, soit qu'elles s'en lavent les mains et les laissent poursuivre leur route vers le nord et vers l'est. Les renvois vers l'Italie et la

Grèce sont délibérément sabotés par ces pays contractants et les décisions de la Cour européenne des droits de l'homme rendent de tels accompagnements plus difficiles, voire impossibles. Si l'Accord de Dublin devait à l'avenir continuer d'être vidé ainsi de sa substance au détriment de la Suisse, le Conseil fédéral devra résilier l'Accord d'association à Schengen et Dublin.

Aujourd'hui déjà, il faut réintroduire un contrôle systématique aux frontières, particulièrement celle avec l'Italie, afin de pouvoir empêcher l'immigration illégale des migrants économiques et des touristes criminels dès la frontière.

Ce que les cantons et la Confédération doivent mettre en œuvre, ce n'est pas une politique PS prônant l'accueil sans conditions et la promotion de l'intégration, mais une politique d'asile claire, digne de ce nom, comme l'exigent le Parlement et les cantons. En outre, il y a lieu d'utiliser les fonds d'aide au développement existants sur place, autour des zones de conflit. C'est cela qui aide les personnes véritablement indigentes et persécutées, c'est moitié moins cher et deux fois plus efficace.

Halte à la surréglementation!

La faiblesse de l'euro est douloureuse pour notre économie axée sur l'export, ainsi que pour le tourisme. La place industrielle suisse et ses emplois sont sous pression. Il faut à présent lancer un processus de déréglementation systématique afin de garder des structures légères et préserver les emplois en Suisse.

par Hansjörg Knecht, conseiller national, co-propriétaire et directeur de Knecht Mühle AG à Leibstadt (AG)

C'est incontesté : les PME et les artisans sont les piliers de notre économie, et donc de notre prospérité. Mais les grands groupes actifs au niveau international, importants clients des fournisseurs et prestataires locaux, jouent un rôle clé. Tous ont besoin de pouvoir s'appuyer sur des conditions favorables.

Mais à quoi ressemble la réalité ?

Le classement « Doing Business » 2014 de la Banque mondiale montre que, ces dix dernières années, la Suisse est passée du onzième au vingt-neuvième rang sur un total de 185 pays examinés. La position de la Suisse en tant que place économique de pointe est donc sérieusement en péril. Et le mal est endogène. C'est pourquoi il est temps pour le Parlement et l'administration d'agir afin de mettre un terme à cette évolution, qui paralyse l'économie. Concrètement : Il faut protéger les entreprises des fléaux que constituent la bureaucratie débordante, un fisc insatiable, mais aussi les syndicats. Voici quelques exemples :

«Cela ne peut plus continuer ainsi. Il faut que cesse le simple recopiage de réglementations internationales, souvent compliquées.»

Exemple 1 : Bureaucratie

Chacune des plus de 300 000 PME s'occupe aujourd'hui uniquement de paperasse durant 650 heures par an en



Ce qu'il faut aujourd'hui, c'est une dérégulation rigoureuse et l'abandon d'idées et de projets nocifs pour l'économie.

moyenne (1986 : 370 heures). Je suis moi-même entrepreneur et je peux en témoigner. Cela ne peut plus continuer ainsi. Il faut que cesse le simple «recopiage» de réglementations internationales, souvent compliquées. Et il faut aussi que la Suisse arrête de jouer à l'élève modèle en mettant en œuvre le droit européen avant même certains États membres.

Exemple 2 : Charge fiscale et charges sociales

Aujourd'hui déjà, l'État ponctionne la moitié de nos revenus par ses impôts et contributions. Si on n'y prend pas garde, l'argent déjà imposé via les impôts sur les revenus et la fortune le sera bientôt une troisième fois, par le scandaleux impôt sur les successions. Un autre exemple est celui de la stratégie énergétique. À elle seule, l'augmentation de la rétribution à prix coûtant du courant injecté et de la taxe CO₂ font passer les subventions à 2 milliards de francs par an. Ce sont avant tout les contribuables, les ménages

privés et les artisans et entrepreneurs qui en feront les frais.

Exemple 3 : Sortie de secours absurde

Voici encore un exemple tiré de mon expérience pratique, et je pourrais encore en citer beaucoup d'autres. À l'occasion de l'agrandissement d'un espace de stockage en silo, il a été ordonné d'aménager en raison de la distance accrue par rapport à l'escalier existant (sortie de secours) une sortie de secours supplémentaire avec escalier extérieur.

La conséquence : Il a fallu construire un escalier de secours supplémentaire, soit un surcoût dépassant les 100 000 francs. Cela n'a plus rien à voir avec le bon sens. Dans un immeuble de bureaux, cette obligation a certainement du sens. Mais dans un silo à céréales, où il n'y a en principe personne dans les étages et où on effectue seulement toutes les deux semaines une brève ronde de contrôle, cette charge est absurde.

Des défauts à n'en plus finir!

Le sujet peut paraître technique et rébarbatif mais il est surtout politique! Assoiffée de nouvelles recettes fiscales à redistribuer selon son credo habituel, la gauche franchit avec ce texte une nouvelle étape dans sa guerre idéologique envers ce qui l'insupporte soit la possession de biens le plus souvent gagnés péniblement durant une vie entièrement consacrée à développer son entreprise.

Cette initiative cumule un si grand nombre de tares rédhibitoires uniquement sur le plan de son application concrète qu'en cas d'acceptation, elle plongerait dans le désarroi et l'incertitude de très nombreux citoyens et patrons d'entreprise.

2^{ème} défaut: en instituant un nouvel impôt fédéral sur les successions, il faudrait pour le moins abolir l'impôt sur la fortune comme cela est la règle sur le plan international. Or, ce n'est pas le cas et ce cumul de prélèvements fiscaux va pénaliser lourdement le tissu économique suisse et handicaper

les à un moment où elles ont précisément un besoin vital de liquidités pour assurer leur pérennité; et elle va mettre en danger des milliers de places de travail en Suisse. L'Université de Saint-Gall a chiffré la diminution annuelle à près de 12 000 emplois !

4^{ème} défaut: elle institue, dans une disposition transitoire, une clause de rétroactivité stipulant que les donations effectuées à partir du 1^{er} janvier 2012 sont concernées. Même en prévoyant une « franchise » de 20 000 francs par année, certaines donations qui sont déjà imposables à ce jour le seront vraisemblablement une deuxième fois !

5^{ème} défaut: elle est hostile aux familles. Les descendants directs sont mis au même régime que les parents éloignés et peuvent être lourdement pénalisés. Est-il justifié que pour une masse successorale de 2 millions de francs, un neveu éloigné ne paie rien et que 3 enfants héritant d'une succession légèrement supérieure à ces 2 millions soient imposés alors qu'ils toucheront chacun une somme bien inférieure?

NON à une initiative qui va gravement porter atteinte au tissu économique de notre pays.



*Guy Parmelin,
conseiller national,
Bursins (VD)*

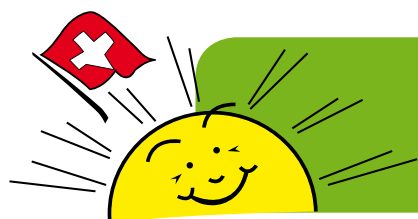


Le nouvel impôt fédéral pèse sur les PME qui paient déjà des impôts, financent les prestations de l'Etat et créent des emplois.

1^{er} défaut: l'initiative s'attaque au fédéralisme en enlevant aux cantons la compétence de prélever ce type d'impôt. Comme la plupart d'entre eux ont renoncé à taxer les héritiers en ligne directe ascendante et descendante, c'est tout simplement à une augmentation d'impôts que vont devoir faire face les citoyens et les entreprises.

gravement tout le processus de transmission des entreprises déjà stressant et complexe actuellement.

3^{ème} défaut: avec un taux unique de 20% sur l'ensemble de la succession et non pas sur la part successorale de chaque héritier, et malgré une franchise de 2 millions de francs, elle va compliquer considérablement la transmission des entreprises familia-



L'UDC Suisse recommande de voter NON à l'initiative populaire «Imposer les successions de plusieurs millions pour financer notre AVS (Réforme de la fiscalité successorale)»

Plus d'informations: www.impot-successions-non.ch

8 L'UDC proche de vous

Mobiliser toutes les forces!

Les résultats électoraux montrent que l'UDC n'est pas parvenue à mobiliser suffisamment. Le taux de participation a fortement baissé, particulièrement dans nos bastions.

Planifiez dès aujourd'hui des événements «L'UDC proche de vous» d'ici aux élections du 18 octobre 2015. L'UDC proche des gens signifie que l'UDC est là où sont les gens, va à leur rencontre (ne pas oublier de demander les autorisations) :

- l'UDC dans les quartiers, sur les places des villes, sur place avec un bus électoral
- l'UDC dresse des stands sur les marchés hebdomadaires, aux grandes fêtes dans les villes, etc.
- actions de distribution dans les gares (être créatifs)
- salons, foires, etc.
- aux déchetteries dans les communes
- devant les centres commerciaux
- etc.

Le stand de l'UDC Uri, Schwyz, Lucerne, Zoug, Nidwald, Obwald à la LUGA fin avril à Lucerne a rencontré un plein succès. L'intérêt des visiteurs du salon était énorme. Ils faisaient la queue pour échanger quelques mots avec nos invités de marque, participer à notre concours, et surtout pour signer notre initiative pour l'autodétermination «Le droit suisse prime le droit étranger». Au total, 2 000 signatures ont été recueillies.



Le succès de l'UDC lors de la BEA bernoise fut époustouflant cette année. «Les feuilles de signatures s'arrachaient littéralement» a raconté le conseiller national et candidat au Conseil des Etats Albert Rösti. On a également enregistré plusieurs adhésions à cette occasion, en particulier après le jugement contre l'UDC.

Commandez du matériel pour vos événements!



Sets de table (paquet de 50)

CHF 5.00

Quantité:



Sous-verre (FR/DE/IT/RU) (paquet de 300)

GRATUIT

Quantité:



Serviettes (paquet de 250)

CHF 15.00

Quantité:



Ballons avec logo SVP UDC (paquet de 50)

CHF 15.00

Quantité:



Gobelets plastique 3dl (paquet de 80)

CHF 8.00

Quantité:



Ballons avec croix suisse (paquet de 50)

CHF 15.00

Quantité:



Nappe de table - logo UDC

Plastique 100m, larg. 1m
Papier 4x10m, larg. 1m

Plastique CHF 40.00

Quantité:

Papier CHF 19.00

Quantité:



Nettoyeur de natiel (petit gadget pour nettoyer la vitre de votre smartphone) (paquet de 50)

CHF 5.00

Quantité:

Drapeaux et encore plus d'articles sous:

www.udc.ch/parti/shop

Nom/prénom

Rue

NPA/Lieu Canton

Téléphone E-mail

Date/signature

Prière de renvoyer à :

Secrétariat général UDC
Case postale 8252
3001 Berne
Téléphone 031 300 58 58
Fax 031 300 58 59
E-mail: gs@svp.ch



LA NOUVELLE OUTBACK 4x4. AVEC COPILOTE EMBARQUÉ.



 **EyeSight**
Driver Assist Technology

- Régulateur de vitesse adaptatif
- Assistants de franchissement de ligne et de maintien de la trajectoire
- Assistant freinage d'urgence
- Assistants protection anticollision et au démarrage

DÈS FR. 34'500.-.
*MODÈLES OUTBACK
AVEC EYESIGHT DÈS FR. 40'950.-.

LA MARQUE 4x4 DES SUISSES



Confidence in Motion

La nouvelle Outback incarne à la perfection la devise de Subaru: «Power & Control». Puissante, fougueuse, résolument stylée grâce à son nouveau design, extrêmement confortable et notamment équipée d'un système audio haut de gamme, la plus sûre des Outback jamais construites est dotée du système Symmetrical AWD, du mode X pour une traction encore plus efficace, de l'assistant de contrôle en descente Hill Descent Control et, désormais, du système proactif EyeSight, considéré par l'IIHS comme le meilleur assistant de prévention des collisions dans les situations délicates.

*Modèle présenté: Outback 2.5i AWD Swiss, Lineartronic, 5 portes, 175 ch, catégorie de rendement énergétique F, CO₂ 161 g/km, consommation mixte 7,0 l/100 km, Fr. 41'850.- (peinture métallisée comprise). Outback 2.0D AWD Advantage, man., 5 portes, 150 ch, catégorie de rendement énergétique C, CO₂ 145 g/km, consommation mixte 5,6 l/100 km, équivalent essence 6,3 l/100 km, Fr. 34'500.- (prix en couleur Venetian Red Pearl).

www.subaru.ch SUBARU Suisse SA, 5745 Safenwil. Tél. 062 788 89 00. Concessionnaires Subaru: env. 200. www.multilease.ch. Prix nets conseillés sans engagement, TVA de 8% comprise. Les prix sont susceptibles d'être modifiés à tout moment. Moyenne de toutes les voitures neuves vendues en Suisse (toutes les marques): CO₂ 144 g/km.

Non à cette initiative nuisible

L'initiative exige que la compétence législative en matière d'octroi de bourses d'études soit transférée des cantons à la Confédération. Il s'agit d'une atteinte à notre système fédéraliste. En outre, les initiants veulent une augmentation massive du taux de bénéficiaires de bourses, ce qui générera pour la Confédération des dépenses supplémentaires atteignant 500 millions.

Le système actuel d'attribution des bourses d'études en Suisse ne présente aujourd'hui aucun défaut perceptible. L'égalité des chances d'accomplir une formation tertiaire est garantie. Il existe suffisamment de bourses pour les familles à faibles revenus. La compétence d'attribution appartient aux cantons, qui sont souverains en la matière, et c'est bien ainsi. Rien ne plaide en

faveur d'une réglementation fédérale de cette compétence, telle que le prévoit l'initiative. Cela affaiblirait encore davantage notre fédéralisme et gonflerait inutilement l'appareil étatique. Le système actuel fonctionne très bien, il n'est aucunement nécessaire de le changer.

L'initiative va trop loin

L'initiative exige que les bourses

d'études octroyées offrent aux étudiants un train de vie minimal. En premier lieu, les initiants réclament davantage de subventions fédérales. Cette augmentation souhaitée du taux de bénéficiaires signifie pour la Confédération, et donc pour nous contribuables, des dépenses supplémentaires annuelles d'au moins 500 millions de francs (auxquelles s'ajoutent des dépenses encore non chiffrées pour les frais administratifs de la Confédération). Cet argent devrait être économisé dans d'autres domaines de la formation. La formation professionnelle en pâtirait, ce qui affaiblirait notre système de formation duale.

Les aides financières ne sont pas la clé du succès d'une formation tertiaire

Aujourd'hui, la plupart des étudiants exercent une activité lucrative. Une distribution généreuse de bourses d'études tend à les inciter à tendre la main pour recevoir un subside étatique, plutôt que de se débrouiller pour gagner leur vie dans l'économie privée à côté des études, et donc acquérir une précieuse expérience professionnelle. Des bourses d'études plus généreuses ne contribuent pas à la réussite d'un cursus, et encore moins à celle de la future recherche d'emploi.



Nadja Pieren,
conseillère nationale,
Berthoud(BE)



NON à la nuisible initiative sur les bourses d'études, parce que :

- ▶ nous refusons de retirer aux cantons la responsabilité de l'attribution des bourses;
- ▶ nous ne voulons pas affaiblir le système fédéraliste qui fonctionne bien;
- ▶ il n'existe en ce moment aucune injustice dans l'octroi de bourses d'études;
- ▶ nous ne voulons pas affaiblir les autres secteurs de formation, particulièrement la formation professionnelle duale;
- ▶ des frais supplémentaires d'au moins 500 millions de francs par an pour la Confédération et les cantons ne sont pas supportables.



L'UDC Suisse recommande de voter NON à l'initiative populaire
«Initiative sur les bourses d'études» ?

Plus d'informations: www.udc.ch/campagnes

SSR: la TV la plus chère d'Europe entière

Le fonctionnement du groupe audiovisuel public est déjà bien trop cher. Aujourd'hui, à 462.40 francs par an, les Suisses payent la redevance la plus onéreuse de toute l'Europe.

Le budget de la SSR est stratosphérique puisque le groupe touche 1.6 milliard de francs par an, soit près de 4 millions de francs par jour! Normal, d'une part la redevance n'a cessé de prendre l'ascenseur et, d'autre part, le nombre de ménages a augmenté ces 25 dernières années de 2,8 à 3,5 millions, en lien avec l'augmentation générale de la population. Le second facteur rapporte, à lui seul, 142 millions de francs supplémentaires chaque année depuis l'an 2000. Malgré tout, la redevance n'a jamais baissé. En 1984, la redevance pour la SSR s'élevait à un demimilliard de francs. Aujourd'hui, son budget a triplé. Si le peuple suisse accepte le nouvel impôt Billag sur les médias, le 14 juin prochain, la SSR aura toutes les raisons de gaspiller encore plus d'argent public. Qui s'étonnera dans le futur de payer un impôt Billag sur les médias à 1000 francs par an et par ménage?

Bientôt à 1000 francs!

Suisse	462.40 fr.
Allemagne	258.20 fr.
Autriche	333.90 fr.
France	154.90 fr.
Italie	132.10 fr.
Grande Bretagne	215.00 fr.

Sources: Blick/Monitoring des coûts de la régulation 2012/13 IPMZ, Wikipedia Sender. Sommes en euro calculées en francs suisses au cours du jour.

Modification de la loi sur la radio
et la télévision (LRTV)
Nouvel impôt Billag

NON

www.nouvelle-redevance-billag-non.ch

VOTRE ANNONCE DANS LES JOURNAUX FRANC-PARLER ET SVP-KLARTEXT

Jusqu'à 15% de rabais possible. Plus de **60'000 lecteurs** en Suisse allemande et Suisse romande. Plus d'informations en appelant le **031 300 58 58** ou par e-mail à franc-parler@udc.ch.

Découvrez notre journal en ligne sur www.udc.ch



Pour vos traductions:
Mobile : 079/372 79 74
felix@adapteam.ch
www.adapteam.ch

IMPRESSUM

FRANC-PARLER est une publication de l'Union démocratique du centre UDC | Tirage: 5'000 | Éditeur et rédaction: Stiftung SVP-Parteizeitung, Secrétariat général | Case postale 8252 | 3001 Berne | Tél.: 031 300 58 58 | Fax: 031 300 58 59 | franc-parler@udc.ch | www.udc.ch | Rédaction: Kevin Crausaz | Crédit images: UDC Suisse, Parlament.ch, Cartoonexpress.ch.



**BIEN PLUS QU' UNE
IMPRIMERIE**

DIETSCHI PRINT&DESIGN AG
Zieggelfeldstrasse 60 4601 Olten
T 062 205 75 75 F 062 205 75 00 www.dietschi.ch

Absurde et injuste

Désormais, chaque ménage privé et chaque entreprise devront verser le nouvel impôt médiatique Billag pour la SSR. Que le ménage possède ou non un récepteur, que l'on veuille voir ou non les programmes radio/TV, que l'on ait la possibilité ou non de consommer les programmes – tout cela ne joue aucun rôle. Tout le monde se fait arnaquer.

Les entreprises sont même doublement imposées. Chaque famille d'entrepreneur paie déjà la redevance radio/TV en privé; son entreprise recevra une deuxième facture qui pourra aller jusqu'à 39 000 francs. Idem pour chaque entrepreneur individuel et même pour chaque micro-PME. Le nouvel impôt médiatique Billag étant un impôt par tête, tout le monde doit passer à la caisse. Une entreprise qui réalise un chiffre d'affaires de 500 000 francs et plus recevra automatiquement une deuxième facture. C'est une honte et cela donne une idée navrante de la mentalité arnaqueuse de la SSR et de la ministre des médias qui osent prétendre que cette double imposition injuste et absurde „exonère les PME“. On ne sait pas s'il faut en rire ou en pleurer.

«Par cette initiative, on tente d'obtenir un chèque en blanc pour augmenter ensuite à bien plaisir et sans rien demander à personne le nouvel impôt médiatique Billag.»

La soif d'impôt de la SSR

L'unique objectif de cette révision de la loi sur la radio et la télévision est de faire rentrer encore plus d'argent dans la caisse d'une SSR surdimensionnée et arrogante. En réalité, cette société

Ce qu'ils gagnent

La haute direction de la SSR démontre une gestion parfaite de ses propres revenus:

Raymond Loretan, président du conseil d'administration: son job à 50 % lui procure **152 800** francs de salaire annuel. Pour un emploi à plein temps, cela correspond à **305 600** francs.

Les membres du conseil d'administration: pour un travail à 20 %, un membre du conseil d'administration touche en moyenne **72 533** francs. Projeté à 100 %, on obtient – avec les frais de repas et de représentation – la somme rondelette de **362 655** francs.

Viktor Baumeler, président du comité régional: pour six séances, avec les préparations, il touche **40 000** francs par an, sans compter les repas.

Les six membres de la direction reçoivent en moyenne **409 500** francs par année.

De plus, les 11 membres du conseil régional reçoivent chacun près de **20 000** francs.



té aurait bien plus besoin d'une cure d'amaigrissement et non pas d'argent supplémentaire pour faire marcher cet énorme appareil étatique.

Un piège minable

La soif d'impôt de la SSR est sans borne. Et son penchant à encaisser et à gaspiller toujours plus d'argent des contribuables est infini. Voilà pourquoi les patrons de la SSR et la ministre des médias tendent un piège minable au peuple suisse. On vante bruyamment une baisse de la redevance de 60 francs, mais en même temps on tente d'obtenir, beaucoup plus discrètement, un chèque en blanc pour augmenter ensuite à bien plaisir et sans rien demander à personne le nouvel impôt médiatique Billag. Un tel passe-droit n'existe pour aucun autre impôt dans notre régime

légal. Ni le peuple, ni le parlement n'auraient plus rien à dire. Si le peuple accepte ce nouvel impôt, le piège fiscal se referme sur lui.

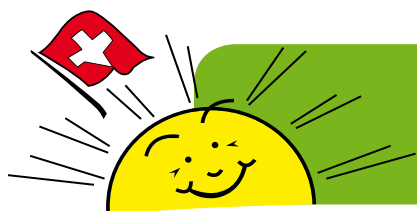
La démocratie suisse se nourrit de la liberté d'opinion; elle a besoin d'un débat politique libre dans les quatre langues nationales. Les citoyennes et les citoyens doivent être informés. Or, cette liberté est perdue si nous étouffons la presse libre et les médias privés avec une chaîne publique toujours plus chère, dérivant à gauche et se boursoufflant avec l'argent des contribuables.



Jean-François Rime,
conseiller national et
président de l'usam
Bulle (FR)

L'UDC Suisse recommande de voter NON à la modification du 26 septembre 2014 de la loi fédérale sur la radio et la télévision (LRTV)?

Plus d'information: www.impot-medias-billag-non.ch





Véhicules utilitaires intelligents pour une utilisation flexible

**K01H Benne basculante
sur 3 côtés
CHF 19'950.-*
CHF 25'050.-* 4x4**



Petit, manoeuvrable, économe et à prix abordable. Avec Swiss Finish pour répondre aux plus hautes exigences de qualité.



K01H
Châssis-cabine
CHF 11'550.-*
CHF 16'650.-* (4x4)



K01H
Pont d'usine
CHF 11'950.-*
CHF 17'050.-* (4x4)



K01H Pont entièrement
en aluminium
CHF 16'450.-*
CHF 21'550.-* (4x4)



V21
Châssis-cabine
CHF 12'550.-*
CHF 17'650.-* (4x4)



V21
Pont d'usine
CHF 12'950.-*
CHF 18'050.-* (4x4)



V21 Pont entièrement
en aluminium
CHF 17'450.-*
CHF 22'550.-* (4x4)



V21 Benne basculante
sur 3 côtés
CHF 20'950.-*
CHF 26'050.-* (4x4)



V22
Châssis-cabine
CHF 13'050.-*
CHF 18'150.-* (4x4)



V22
Pont d'usine
CHF 13'450.-*
CHF 18'550.-* (4x4)



V22 Pont entièrement
en aluminium
CHF 17'950.-*
CHF 23'050.-* (4x4)



V22 Double cabine
avec benne basculante
sur 3 côtés
CHF 21'450.-*
CHF 26'550.-* (4x4)

AG DOCAR

Informations et liste
concessionnaires sur
www.docar-dfsk.ch

DOCAR AG
Emil-Frey-Strasse
5745 Safenwil

Équipement: Système antiblocage des roues (ABS), feux de jour, direction assistée électrique, verrouillage centralisé, climatisation manuelle, radio CD, lève-vitres électriques. 2 ans DOCAR DFSK-Assistance.
* Prix hors 8% TVA, prix conseillé sans engagement.



Emil Frey AG
Nutzfahrzeug- und Fahrzeugbaucenter
www.carrosseriewerk.ch

Pas de médecine reproductive sans encadrement

Si le peuple et les cantons acceptent le 14 juin la modification de la Constitution concernant la procréation médicalement assistée et le génie génétique, on ouvrira une voie royale à la loi sur la procréation médicalement assistée, qui va très loin. La nouvelle loi permet le diagnostic préimplantatoire (DPI) et offre ainsi le pouvoir de juger quelle vie vaut ou non la peine d'être vécue.

par Verena Herzog, conseillère nationale, Frauenfeld (TG)

Etant moi-même mère de trois enfants, j'ai beaucoup de compréhension pour les couples sans enfants qui cherchent des moyens plus simples de réaliser leur désir intime d'enfant. Cependant, la modification de la Constitution autorisera non seulement les parents porteurs d'une déficience génétique (env. 100 par an), mais aussi tous les couples souhaitant concevoir un enfant à travers une fertilisation in vitro (env. 6000 par an) à demander un DPI. Cette méthode permet d'éliminer les embryons malades.

Et la dignité humaine ?

L'autorisation du DPI et de la « sélection d'êtres humains » qu'elle implique va à l'encontre de la dignité humaine. Or, le respect de la dignité humaine est le principe suprême d'un État de droit. Celle-ci doit garantir la protection absolue de chaque vie humaine. Le diagnostic préimplantatoire donne le signal dangereux que les personnes handicapées n'auraient pas une vie digne d'être vécue. Cela augmente la pression et le risque que la société ne soit plus disposée à assumer solidairement les frais de maladie. Les parents devront-ils bientôt s'excuser d'avoir un enfant handicapé ? Même une vie avec des restrictions apporte, outre certaines difficultés, des « rayons de soleil » et est précieuse pour la famille concernée et la société.



Le diagnostic préimplantatoire donne le signal dangereux que les personnes handicapées n'auraient pas une vie digne d'être vécue.

Exigences sans limites

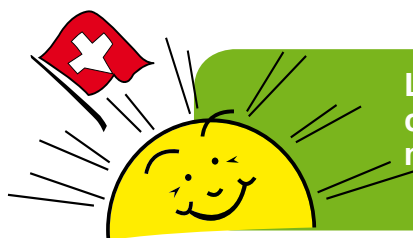
Le pas vers une sélection « d'enfants sur mesure » présentant le sexe souhaité ou les caractéristiques préférées ne sera plus très difficile à faire en cas d'acceptation du DPI. Aujourd'hui déjà, la recherche est en mesure de modifier les gènes d'embryons.

L'absence de limites apparaît aussi dans la congélation des ovules non fécondés. Le DPI, actuellement encore limité à dix ans, permettra bientôt de contourner l'horloge biologique. Certains grands groupes ont déjà offert à leurs collaboratrices de prendre en charge le coût de la congélation de leurs ovules. On verra bientôt apparaître des contrats de

travail imposant un délai d'attente avant de pouvoir tomber enceinte.

NON à une médecine reproductive et à un génie génétique sans limites

Verra-t-on bientôt grandir des enfants idéaux manipulés génétiquement, dont les mères auraient l'âge de la retraite ? Le corps humain est extrêmement complexe, il serait faux de vouloir ignorer ses lois et l'effet du temps qui passe. Avec ou sans recherche, chaque naissance est un miracle ! Ou ne le serait-elle plus ? La médecine reproductive et le génie génétique ne peuvent être la voie à suivre. Le respect de la vie, même avec un handicap, doit passer en premier.



L'UDC Suisse recommande de voter NON à l'arrêté fédéral du 12 décembre 2014 concernant la modification de l'article constitutionnel relatif à la procréation médicalement assistée et au génie génétique dans le domaine humain ?

Plus d'informations: www.non-au-dpi.ch

Non à de nouveaux impôts!

L'impôt sur les successions détruit des emplois et nous appauvrit tous

L'initiative pour un impôt sur les successions menace la pérennité des entreprises familiales et détruit des emplois.

Maintenant ça suffit! Après les impôts sur le revenu et sur la fortune, l'impôt sur les successions frappe pour la troisième fois le même argent.

23 cantons ont supprimé l'impôt sur les successions pour les descendants directs. Cette initiative veut le réintroduire.

Le 14 juin: à l'impôt sur les successions

NON

www.impot-successions-non.ch